

2° dans le paragraphe 5, les mots “visée au § 1^{er}, 4^o” sont remplacés par les mots “visée au § 1^{er}, 4^o et 5^o”.

CHAPITRE 3. — *Disposition transitoire*

Art. 35. L'article 14, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants et les articles 6, §§ 1^{er} et 4, 9, §§ 1^{er} et 4, et 9bis, §§ 1^{er} et 5, de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions et de l'article 3, § 1^{er}, 4^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, restent d'application dans leur version qui était d'application avant la date d'entrée en vigueur du présent titre, à condition que le demandeur opte avant le 1^{er} décembre 2020 pour introduire une demande d'assimilation sous les conditions qui valaient avant cette date d'entrée en vigueur.

CHAPITRE 4. — *Application dans le temps et entrée en vigueur*

Art. 36. Le présent titre est d'application aux demandes d'assimilation qui sont introduites à partir du 1^{er} décembre 2017, pour les pensions qui prennent cours effectivement au plus tôt le 1^{er} décembre 2018, à l'exception des pensions de survie calculées sur la base de pensions de retraite qui ont pris cours effectivement et pour la première fois au plus tard le 1^{er} novembre 2018.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'article 31 de la présente loi est d'application aux pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} juillet 1997.

Art. 37. Le présent titre entre en vigueur le 1^{er} décembre 2017, à l'exception de l'article 31 qui produit ses effets le 1^{er} juillet 1997.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtu du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*

Donné à Bruxelles, le 2 octobre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le ministre des Pensions,
D. BACQUELAINE

Le ministre des Indépendant,
D. DUCARME

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—
Note

(1) *Chambre des représentants*
(www.lachambre.be)

Documents : 0184 – 54-2378

Compte rendu intégral : 21 septembre 2017.

2° in paragraaf 5 worden de woorden “bedoeld in § 1, 4^o” vervangen door de woorden “bedoeld in § 1, 4^o en 5^o”.

HOOFDSTUK 3. — *Overgangsbepaling*

Art. 35. Artikel 14, § 1, tweede en derde lid, van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen en artikelen 6, §§ 1 en 4, 9, §§ 1 en 4, en 9bis, §§ 1 en 5, van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie, blijven van toepassing in de versie die van toepassing was voor de datum van inwerkingtreding van deze titel, indien de aanvrager vóór 1 december 2020 ervoor kiest om de aanvraag tot gelijkstelling in te dienen onder de voorwaarden die vóór die datum van inwerkingtreding golden.

HOOFDSTUK 4. — *Toepassing in de tijd en inwerkingtreding*

Art. 36. Deze titel is van toepassing op de aanvragen tot gelijkstelling die vanaf 1 december 2017 ingediend worden, voor de pensioenen die daadwerkelijk ten vroegste op 1 december 2018 ingaan, met uitzondering van de overlevingspensioenen berekend op basis van rustpensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten laatste op 1 november 2018 ingegaan zijn.

In afwijking van het vorige lid is artikel 31 van deze wet van toepassing op de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 juli 1997 ingaan.

Art. 37. Deze titel treedt in werking op 1 december 2017, met uitzondering van artikel 31, dat uitwerking heeft op 1 juli 1997.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 2 oktober 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Pensioenen,
D. BACQUELAINE

De minister van Zelfstandigen,
D. DUCARME

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—
Nota

(1) *Kamer van volksvertegenwoordigers*
(www.dekamer.be)

Stukken : 0184 – 54-2378

Integraal verslag : 21 september 2017

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C – 2017/13374]

2 OCTOBRE 2017. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité, l'article 1^{er}, modifié par les lois du 18 juillet 1990, 5 avril 1995, 4 août 1996, 27 novembre 1996 et par l'arrêté royal du 20 juillet 2000;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C – 2017/13374]

2 OKTOBER 2017. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoeberehoren moeten voldoen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoeberehoren moeten voldoen, artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1990, 5 april 1995, 4 augustus 1996, 27 november 1996 en het koninklijk besluit van 20 juli 2000;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoeberehoren moeten voldoen;

Vu l'avis de la Commission Consultative « Administration – Industrie », donné le 3 février 2017;

Vu l'association des Gouvernements de Région à l'élaboration du présent arrêté;

Vu l'avis n° 61.836/2/V du Conseil d'État, donné le 21 août 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le règlement n°167/2013 du Parlement européen et du Conseil du 5 février 2013 relatif à la réception et à la surveillance du marché des véhicules agricoles et forestiers;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, remplacé par l'arrêté royal du 14 avril 2009 et modifié par les arrêtés royaux du 17 juin 2013, 10 juillet 2013 et 18 octobre 2013, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au paragraphe 1^{er}, le point 5 est remplacé et rédigé comme suit :

“5. Catégories T : tracteurs agricoles ou forestiers à roues

5.1. « catégorie T », qui comprend tous les tracteurs à roues; chaque catégorie de tracteur à roues décrite aux points 5.2 à 5.8 est indiquée, à la fin, d'une lettre « a » ou « b », en fonction de sa vitesse par construction :

a) « a » pour les tracteurs à roues conçus pour une vitesse inférieure ou égale à 40 km/h,

b) « b » pour les tracteurs à roues conçus pour une vitesse supérieure à 40 km/h;

5.2. « catégorie T1 », qui comprend les tracteurs à roues dont la voie minimale de l'essieu le plus proche du conducteur est égale ou supérieure à 1 150 mm, la masse à vide en ordre de marche supérieure à 600 kg et la garde au sol inférieure ou égale à 1 000 mm;

5.3. « catégorie T2 », qui comprend les tracteurs à roues dont la voie minimale est inférieure à 1 150 mm, la masse à vide en ordre de marche supérieure à 600 kg et la garde au sol inférieure ou égale à 600 mm; si la hauteur du centre de gravité du tracteur (mesurée par rapport au sol), divisée par la moyenne des voies minimales de chaque essieu est supérieure à 0,90, la vitesse maximale par construction est limitée à 30 km/h;

5.4. « catégorie T3 », qui comprend les tracteurs à roues dont la masse à vide en ordre de marche est inférieure ou égale à 600 kg;

5.5. « catégorie T4 », qui comprend les tracteurs à roues à usage spécial;

5.6. « catégorie T4.1 » (tracteurs enjambeurs), qui comprend les tracteurs conçus pour travailler des cultures hautes en ligne, telles que la vigne. Ils sont caractérisés par un châssis entièrement ou partiellement surélevé, de telle sorte qu'ils peuvent circuler parallèlement aux lignes de culture avec les roues droites et gauches de part et d'autre d'une ou plusieurs lignes. Ils sont conçus pour porter ou actionner des outils qui peuvent être fixés à l'avant, entre les essieux, à l'arrière ou sur une plate-forme. Lorsque le tracteur est en position de travail, la garde au sol mesurée dans le plan vertical des lignes de cultures est supérieure à 1 000 mm. Lorsque la hauteur du centre de gravité du tracteur mesurée par rapport au sol et en utilisant des pneumatiques de monte normale, divisée par la moyenne des voies minimales de l'ensemble des essieux, est supérieure à 0,90, la vitesse maximale par construction ne doit pas dépasser 30 km/h;

5.7. « catégorie T4.2 » (tracteurs de grande largeur), qui comprend les tracteurs se caractérisant par leurs dimensions importantes, plus spécialement destinés à travailler dans de grandes surfaces agricoles;

Gelet op het advies van de Raadgevende Commissie “Administratie – Nijverheid”, gegeven op 3 februari 2017;

Gelet op de omstandigheid dat de Gewestregeringen bij het ontwerpen van dit besluit betrokken zijn;

Gelet op het advies nr. 61.836/2/V van de Raad van State, gegeven op 21 augustus 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende de verordening nr. 167/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 5 februari 2013 inzake de goedkeuring van en het markttoezicht op landbouw- en bosbouwvoertuigen;

Op de voordracht van de Minister van Mobiliteit,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen, vervangen bij het koninklijk besluit van 14 april 2009 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 2013, 10 juli 2013 en 18 oktober 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In paragraaf 1 wordt punt 5 vervangen en luidt het als volgt :

“5. Categorie T : land- of bosbouwtrekkers op wielen

5.1. “categorie T”, alle trekkers op wielen; iedere trekker categorie op wielen beschreven in de punten 5.2 tot 5.8 wordt op het einde aangevuld met een indexletter “a” of “b” naargelang van de door de constructie bepaalde snelheid :

a) “a” voor trekkers op wielen die ontworpen werden voor een snelheid die lager of gelijk is aan 40 km/uur,

b) “b” voor trekkers op wielen die ontworpen werden voor een snelheid van meer dan 40 km/uur;

5.2. “categorie T1”, trekkers op wielen met een minimumspoorbreedte van de zich het dichtst bij de bestuurder bevindende as van ten minste 1 150 mm, met een lege massa in rijklaare toestand van meer dan 600 kg en met een vrije hoogte boven het wegdek van ten hoogste 1 000 mm;

5.3. “categorie T2”, trekkers op wielen met een minimumspoorbreedte van minder dan 1 150 mm, met een lege massa in bedrijfsklare toestand van meer dan 600 kg en met een vrije hoogte boven het wegdek van ten hoogste 600 mm; wanneer de hoogte van het zwaartepunt van de trekker (gemeten ten opzichte van de grond), gedeeld door het gemiddelde van de minimumspoorbreedten van alle assen, meer dan 0,90 bedraagt, mag de door de constructie bepaalde maximumsnelheid niet hoger zijn dan 30 km/u;

5.4. “categorie T3” trekkers op wielen met een lege massa in rijklaare toestand van ten hoogste 600 kg;

5.5. “categorie T4”, trekkers op wielen voor speciale doeleinden;

5.6. “categorie T4.1” (portaaltrekkers), trekkers ontworpen om hoge in rijen geplante gewassen te bewerken, bijvoorbeeld in de wijnbouw. Ze worden gekenmerkt door een volledig of gedeeltelijk verhoogd chassis dat zodanig is gebouwd dat zij zich parallel aan de rijen planten kunnen voortbewegen, waarbij de linker- en rechterwielen zich aan weerszijden van een of meer rijen planten bevinden. Zij zijn ontworpen om werktuigen te dragen of aan te drijven die zich aan de voorzijde, tussen de assen, aan de achterzijde of op een platform bevinden. In de werkpositie bedraagt de verticaal gemeten afstand tot de grond op de plaats van de rijen planten meer dan 1 000 mm. Wanneer de waarde van de hoogte van het zwaartepunt van de trekker ten opzichte van de grond en met de normaal gemonteerde banden gemeten, gedeeld door het gemiddelde van de minimumspoorbreedten van alle assen, meer dan 0,90 bedraagt, mag de door de constructie bepaalde maximumsnelheid niet hoger zijn dan 30 km/u.

5.7. “categorie T4.2” (brede trekkers) deze omvat trekkers die door hun grote afmetingen worden gekenmerkt en die in het bijzonder bestemd zijn om grote landbouwvelden te bewerken;

5.8. « catégorie T4.3 » (tracteurs à basse garde au sol), qui comprend les tracteurs à quatre roues motrices, dont les engins interchangeables sont destinés à l'usage agricole ou forestier, se caractérisant par un châssis porteur, équipés d'une ou plusieurs prises de force, et avec une masse techniquement admissible non supérieure à 10 tonnes, dont le rapport entre cette masse et la masse maximale à vide en ordre de marche est inférieur à 2,5 et dont le centre de gravité mesuré par rapport au sol en utilisant des pneumatiques de monte normale est inférieur à 850 mm;

2° Au paragraphe 2, les points 59, 60 et 61 sont remplacés par les points suivants rédigés comme suit :

« 59. « tracteur agricole ou forestier » : tout véhicule agricole ou forestier à roues ou à chenilles, à moteur, ayant au moins deux essieux et une vitesse maximale par construction égale ou supérieure à 6 km/h, dont la fonction réside essentiellement dans sa puissance de traction et qui est spécialement conçu pour tirer, pousser, porter ou actionner certains équipements interchangeables destinés à des usages agricoles ou forestiers, ou tracteur des remorques ou engins agricoles ou forestiers; il peut être aménagé pour transporter une charge dans un contexte agricole ou forestier et/ou peut être équipé d'un ou de plusieurs sièges passagers »;

60. « remorque agricole ou forestière » : tout véhicule agricole ou forestier essentiellement conçu pour être tiré par un tracteur et principalement destiné au transport de charges ou au traitement de matières et dont le rapport entre la masse maximale en charge techniquement admissible et la masse à vide est égale ou supérieure à 3,0;

61. « engin interchangeable tracté à usage agricole ou forestier » : tout véhicule utilisé en agriculture ou forestier conçu pour être tiré par un tracteur et qui modifie la fonction de ce dernier ou lui apporte une fonction nouvelle, qui comporte un outil à demeure ou est conçu pour le traitement de matières, qui peut comporter un plateau de chargement conçu et réalisé pour recevoir les outils et dispositifs nécessaires pour l'exécution des tâches, ainsi que pour le stockage temporaire des matières produites ou nécessaires pendant le travail, si le rapport entre la masse maximale en charge techniquement admissible et la masse à vide de ce véhicule est inférieur à 3,0 »;

Art. 2. A l'article 3bis de l'arrêté royal précité, inséré par l'arrêté royal du 14 avril 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au paragraphe 1, il est ajouté deux alinéas rédigés comme suit :

En ce qui concerne la réception nationale par type en petites séries et la réception nationale individuelle, les véhicules des catégories T et C dont la demande d'agrément est introduite à partir du 1^{er} janvier 2018, ainsi que les véhicules neufs des catégories T et C mis en service à partir du 1^{er} janvier 2020, doivent être conformes aux prescriptions des parties V et VI de l'annexe 26 du présent arrêté.

En ce qui concerne la réception nationale par type en petites séries et la réception nationale individuelle, les véhicules des catégories R et S dont la demande d'agrément est introduite à partir du 1^{er} janvier 2019, ainsi que les véhicules neufs des catégories R et S mis en service à partir du 1^{er} janvier 2020, doivent être conformes aux prescriptions des parties V et VI de l'annexe 26 du présent arrêté.

2° Au paragraphe 2, il est ajouté l'alinéa 2 rédigé comme suit :

« A partir du 1^{er} janvier 2016, la réception CE des tracteurs agricoles ou forestiers, de leurs remorques et de leurs engins interchangeables tractés, ainsi que des systèmes, composants et entités techniques de ces véhicules doit être effectuée conformément aux dispositions du règlement (UE) n°167/2013 du Parlement européen et du Conseil du 5 février 2013 relatif à la réception et à la surveillance du marché des véhicules agricoles et forestiers ».

5.8. "catégorie T4.3" (trekkers met geringe hoogte boven het wegdek), omvat de trekkers met vier aangedreven wielen, waarvan de verwisselbare uitrustingsstukken bestemd zijn voor gebruik in de land- of bosbouw, en die gekenmerkt worden door een dragend chassis, uitgerust zijn met een of meer aftakassen en een technisch toelaatbare massa van ten hoogste 10 ton hebben en waarbij de verhouding tussen deze massa en de maximale lege massa in rijklare toestand minder dan 2,5 bedraagt. Voorts bevindt het zwaartepunt van deze trekkers ten opzichte van het wegdek gemeten en met de normaal gemonteerde banden zich op minder dan 850 mm;

2° in paragraaf 2 worden de punten 59, 60 en 61 vervangen door de onderstaande punten die luiden als volgt :

"59. "Land- of bosbouwtrekker" : ieder landbouw- of bosbouwvoertuig op wielen of rupsbanden, met motor, ten minste twee assen en een door de constructie bepaalde maximumsnelheid van ten minste 6 km/u, dat voornamelijk voor tractiedoeleinden is bestemd en in het bijzonder is ontworpen voor het trekken, duwen, dragen of in beweging brengen van bepaalde verwisselbare uitrustingsstukken die voor gebruik in de land- of bosbouw zijn bestemd, of voor het trekken van aanhangwagens of uitrustingsstukken voor de land- of bosbouw; het kan worden ingericht om een lading te vervoeren voor landbouw- of bosbouwdoeleinden en/of kan worden uitgerust met zitplaatsen voor meerrijders";

60. "land- of bosbouwaanhangwagen" : ieder voertuig voor de land- of bosbouw dat voornamelijk gebouwd is om door een trekker te worden getrokken en bestemd is voor het vervoer van ladingen of de bewerking van materiaal, en waarvan de verhouding tussen de maximale technisch toelaatbare massa en de lege massa van dit voertuig gelijk is aan of groter is dan 3,0;

61. "getrokken verwisselbaar uitrustingsstuk voor land- of bosbouw" : elk in de land- of bosbouw gebruikt voertuig dat is ontworpen om door een trekker te worden getrokken en dat de trekker een andere of extra functie geeft, en dat van een vast gemonteerd werktuig is voorzien of voor de bewerking van materiaal is ontworpen. Het kan bovendien een laadplatform omvatten dat ontworpen en gebouwd is om de voor de uitvoering van de taken noodzakelijke gereedschappen en hulpstukken te dragen, alsook het tijdens het werk geproduceerde of benodigde materiaal tijdelijk op te slaan, als de verhouding tussen de maximale technisch toelaatbare massa en de lege massa van dit voertuig kleiner is dan 3,0";

Art. 2. In artikel 3bis van voormeld koninklijk besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 14 april 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In paragraaf 1, worden twee leden toegevoegd, luidende als volgt :

Wat de nationale typegoedkeuring in kleine reeksen en de nationale individuele goedkeuring betreft, moeten de voertuigen van categorieën T en C waarvan de goedkeuringsaanvraag vanaf 1 januari 2018 is ingediend, alsook de nieuwe voertuigen van categorieën T en C die vanaf 1 januari 2020 in het verkeer worden gebracht, overeenstemmen met de voorschriften van de delen V en VI van bijlage 26 van dit besluit.

Wat de nationale typegoedkeuring in kleine reeksen en de nationale individuele goedkeuring betreft, moeten de voertuigen van categorieën R en S waarvan de goedkeuringsaanvraag vanaf 1 januari 2019 is ingediend, alsook de nieuwe voertuigen van categorieën R en S die vanaf 1 januari 2020 in het verkeer worden gebracht, overeenstemmen met de voorschriften van de delen V en VI van bijlage 26 van dit besluit.

2° In paragraaf 2 wordt een tweede lid toegevoegd, luidende als volgt :

"Vanaf 1 januari 2016, moet de EG-goedkeuring van de landbouw- of bosbouwtrekkers, hun aanhangwagens en hun getrokken verwisselbare machines, alsook de systemen, onderdelen en technische eenheden van deze voertuigen gebeuren overeenkomstig de bepalingen van de verordening (EU) nr. 167/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 5 februari 2013 inzake de goedkeuring van en het markttoezicht op landbouw- en bosbouwvoertuigen".

3° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« La réception est accordée ou refusée par l'autorité compétente si les tracteurs agricoles ou forestiers, leurs remorques et leurs engins interchangeables tractés ne répondent pas aux dispositions visées au paragraphe 1^{er} du présent article ».

Art. 3. Au paragraphe 2 de l'article 12 de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité, remplacé par l'arrêté du 14 avril 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1° au point 1, l'alinéa 1^{er} est remplacé et rédigé comme suit :

« 1. Dans le cas de véhicules produits dans les limites quantitatives fixées au point A, 2 et au point C de l'annexe 34, l'autorité compétente en matière de réception peut dispenser de l'application d'une ou de plusieurs dispositions d'un ou de plusieurs actes réglementaires mentionnés à l'annexe 26 ou à l'annexe 33, à condition de prévoir d'autres exigences pertinentes ».

2° au point 1, l'alinéa 3 est remplacé et rédigé comme suit :

« L'annexe 26 détermine les conditions minimales auxquelles doivent répondre les véhicules produits en petites séries. L'autorité compétente en matière de réception peut décider, dans les limites fixées à l'alinéa 1^{er}, moyennant une décision dûment motivée, d'ajouter ou de supprimer certaines exigences figurant à l'annexe 26, partie III et partie V ».

Art. 4. Au paragraphe 1^{er} de l'article 13 de l'arrêté du 15 mars 1968 précité, remplacé par l'arrêté royal du 14 avril 2009, l'alinéa 4 est remplacé et rédigé comme suit :

« L'annexe 26 détermine les conditions minimales auxquelles doivent répondre le véhicule objet de la réception individuelle. L'autorité compétente en matière de réception peut décider, dans les limites fixées à l'alinéa 1^{er}, moyennant une décision dûment motivée, d'ajouter ou de supprimer certaines exigences figurant à l'annexe 26, partie IV et VI ».

Art. 5. A l'annexe 26 de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité, inséré par l'arrêté royal du 14 avril 2009 et modifié par les arrêtés royaux du 28 avril 2011, 18 octobre 2013 et 4 avril 2014, sont apportées les modifications suivantes :

1°. l'intitulé de la partie I est remplacé et rédigé comme suit :

« Liste des exigences auxquelles les véhicules des catégories M, N, O produits en séries illimitées doivent satisfaire aux fins d'une réception CE par type »;

2° il est ajouté une partie V et une partie VI énoncées à l'annexe 1^{re} du présent arrêté;

Art. 6. A l'annexe 34 de l'arrêté royal précité, inséré par l'arrêté royal du 14 avril 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'intitulé du point A est remplacé et rédigé comme suit :

« Limites applicables aux petites séries des catégories M, N, O ».

2° l'intitulé du point B est remplacé et rédigé comme suit :

« Limites applicables aux fins de série des catégories M, N, O ».

3° il est ajouté un point C énoncé à l'annexe 2 du présent arrêté.

Art. 7. Le Ministre qui a la circulation routière dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 octobre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Mobilité,
Fr. BELLOT

3° Paragraaf 5 wordt vervangen als volgt :

“De goedkeuring wordt verleend of geweigerd door de bevoegde typegoedkeuringsinstantie als de landbouw- of bosbouwtrekkers, hun aanhangwagens en hun getrokken verwisselbare machines niet beantwoorden aan de in de eerste paragraaf van dit artikel bedoelde bepalingen”.

Art. 3. In paragraaf 2 van artikel 12 van voormeld koninklijk besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 14 april 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1, eerste lid wordt vervangen en luidt als volgt :

“1. Voor voertuigen die met inachtneming van de in punt A, 2, en in punt C van Bijlage 34 vastgelegde kwantitatieve maxima zijn geproduceerd, mag de bevoegde typegoedkeuringsinstantie een vrijstelling toekennen van de toepassing van een of meer bepalingen of van een of meer regelgevingen vermeld in bijlage 26 of in bijlage 33, op voorwaarde dat er andere relevante eisen worden voorzien”.

2° punt 1, derde lid wordt vervangen en luidt als volgt :

“Bijlage 26 bepaalt de minimumeisen waaraan de in kleine serie gebouwde voertuigen moeten voldoen. De bevoegde typegoedkeuringsinstantie kan binnen de in het eerste lid vastgestelde grenzen en met een behoorlijk gemotiveerd besluit beslissen om bepaalde eisen uit bijlage 26, deel III en deel V toe te voegen of te schrappen”.

Art. 4. In paragraaf 1 van artikel 13 van voormeld koninklijk besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 14 april 2009, wordt het vierde lid vervangen en luidt als volgt :

“Bijlage 26 bepaalt de minimumeisen waaraan het voertuig dat het voorwerp uitmaakt van een individuele goedkeuring, moet voldoen. De bevoegde typegoedkeuringsinstantie kan beslissen om, binnen de grenzen bepaald in het eerste lid en mits een behoorlijk gemotiveerd besluit, bepaalde eisen uit bijlage 26, deel IV en VI toe te voegen of te schrappen”.

Art. 5. In bijlage 26 van voormeld koninklijk besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 14 april 2009 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 april 2011, 18 oktober 2013 en 4 april 2014, worden de onderstaande wijzigingen aangebracht :

1° de titel van deel I wordt vervangen en luidt als volgt :

“Lijst van de eisen waaraan de in onbepaalde reeksen gebouwde voertuigen van categorie M, N, O moeten voldoen met het oog op een EG-typegoedkeuring”;

2° er wordt een deel V en een deel VI, uiteengezet in bijlage 1 bij dit besluit, toegevoegd;

Art. 6. In bijlage 34 van voormeld koninklijk besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 14 april 2009, worden de onderstaande wijzigingen aangebracht :

1° de titel van punt A wordt vervangen en luidt als volgt :

“Bepalingen van toepassing op in kleine reeks gebouwde voertuigen van de categorieën M, N, O”.

2° de titel van punt B wordt vervangen en luidt als volgt :

“Bepalingen van toepassing op de eindreeksen van de categorieën M, N, O”.

3° er wordt een punt C, dat is uiteengezet in bijlage 2 bij dit besluit, toegevoegd.

Art. 7. De minister bevoegd voor het Wegverkeer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 oktober 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Mobiliteit,
Fr. BELLOT

41	Sièges passagers	RE 1322/2014 Annexe XII	A(1)) C(2))	A(1)) C(2))	A(1)) C(2))	A(1)) C(2))	A(1)) C(2))	A(1)) C(2))	A(1)) C(2))	A(1)) C(2))	A(1)) C(2))	A(1)) C(2))	A(1)) C(2))	NA	NA	NA
42	Exposition sonore du conducteur	RE 1322/2014 Annexe XIII	B	B	B	B	B	B	B	B	B	B	B	NA	NA	NA
43	Siège conducteur et position du conducteur	RE 1322/2014 Annexe XIV	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	NA	NA	NA
44	Espace de manœuvre, accès à la position de conduite	RE 1322/2014 Annexe XV	B	B	B	B	B	B	B	B	B	B	B	NA	NA	NA
45	Prises de force	RE 1322/2014 Annexe XVI	B	B	B	B	B	B	B	B	B	B	B	NA	NA	NA
46	Protection des éléments moteurs	RE 1322/2014 Annexe XVII	B	B	B	B	B	B	B	B	B	B	B	NA	NA	NA
47	Ancrage des ceintures de sécurité	RE 1322/2014 Annexe XVIII	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	NA	NA	NA
48	Ceinture de sécurité	RE 1322/2014 Annexe XIX	X(1)) B(2))	X(1)) B(2))	X(1)) B(2))	X(1)) B(2))	X(1)) B(2))	X(1)) B(2))	X(1)) B(2))	X(1)) B(2))	X(1)) B(2))	X(1)) B(2))	X(1)) B(2))	NA	NA	NA
49	Protection contre la pénétration d'objet (OPS)	RE 1322/2014 Annexe XX	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	NA	NA	NA
50	Echappement	RE 1322/2014 Annexe XXI	C	C	C	C	C	C	C	C	C	C	C	NA	NA	NA
51	Manuel d'utilisation	RE 1322/2014 Annexe XXII	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D
52	Contrôles, y compris, en particulier, les dispositifs d'arrêt d'urgence et automatique	RE 1322/2014 Annexe XXIII	C	C	C	C	C	C	C	C	C	C	C	NA	NA	NA
53	Protection contre les risques mécaniques, autres que ceux mentionnés à l'article 18, paragraphe 2, points a), b), g), k) du RE 167/2013/CE, y compris les ruptures de tuyaux transportant des fluides et les mouvements incontrôlés du véhicule	RE 1322/2014 Annexe XXIV	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D
54	Protecteurs et dispositifs de protection	RE 1322/2014 Annexe XXV	B	B	B	B	B	B	B	B	B	B	B	B	B	B
55	Informations, avertissements et marquages	RE 1322/2014 Annexe XXVI	C	C	C	C	C	C	C	C	C	C	C	C	C	C
56	Matériaux et produits	RE 1322/2014 Annexe XXVII	Y	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	NA	NA	NA

60	Taux de combustion du matériau de la cabine	RE 1322/2014 Annexe XXVII	C	C	C	C	C	C	C	C	C	C	C	C	C	C	C	C	NA	NA	NA	NA
61	Emission de polluants	RE 2015/96 phase d'émission de 2000/25/CE et 97/68/CE	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	NA	NA	NA	NA
62	Niveau sonore (externe)	Y RE 2015/96 valeurs limites de 2009/63/CE	B	B	B	B	B	B	B	B	B	B	B	B	B	B	B	B	NA	NA	NA	NA

X : La conformité totale à l'acte réglementaire est exigée:

- une fiche de réception UE doit être délivrée;
- les essais et contrôles doivent être réalisés par un service technique notifié;
- la conformité de la production (COP) doit être assurée.

A : Application de l'acte réglementaire comme suit:

- il n'y pas lieu de délivrer de fiche de réception et la marque de réception n'est pas exigée ;
- Des rapports d'essais doivent être établis par un service technique notifié et les prescriptions techniques de l'acte réglementaire doivent être respectées.

B : Application de l'acte réglementaire comme suit:

- les prescriptions techniques de l'acte réglementaire doivent être respectées;
- les essais prévus dans l'acte réglementaire doivent être réalisés intégralement;
- ils peuvent être réalisés par le constructeur lui-même, qui émet alors le rapport technique, sous réserve de l'accord de l'autorité compétente en matière de réception ;
- il n'y pas lieu de délivrer de fiche de réception et la marque de réception n'est pas exigée.

C : Application de l'acte réglementaire comme suit: le constructeur doit démontrer, à la satisfaction du service chargé des réceptions, que les exigences fondamentales de l'acte réglementaire sont respectées.

D : Une déclaration de conformité soumise par le constructeur est suffisante. Aucun rapport d'essai n'est requis.

NA : L'acte réglementaire ne s'applique pas. Le respect d'un ou plusieurs aspects spécifiques inclus dans l'acte réglementaire peut toutefois être imposé.

(1) : Composant

(2) : Installation du composant ou dispositif

(3) : L'efficacité de freinage peut être justifiée par calcul et par les essais réalisés par un service technique notifié conformément au règlement (UE) n°2015/68 ou au Règlement CEE-ONU n°13 dont les références sont indiquées dans l'annexe X du règlement (UE) n° 2015/68.

Y : les actes correspondants pour les véhicules à moteur sont acceptés comme équivalents, tel que précisé dans l'acte délégué

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 2 octobre 2017 modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité.

PHILIPPE

Par le Roi :
Le Ministre de la Mobilité,
Fr. BELLOT

Annexe 2 de l'arrêté royal du 2 octobre 2017 modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité

A l'annexe 34, il est ajouté un point C rédigé comme suit :

« C. Limites applicables aux petites séries des catégories T, C, R et S

Le nombre d'unités d'un type de véhicules à immatriculer, à vendre ou à mettre en service par année dans un Etat membre en application de l'article 12, § 2 est fixé par ledit Etat membre, sans qu'il dépasse toutefois le nombre indiqué ci-dessous pour la catégorie de véhicules en question.

Catégories	Unités
T	150
C	50
R	250
S	250

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 2 octobre 2017 modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité.

PHILIPPE

Par le Roi :
Le Ministre de la Mobilité,
Fr. BELLOT

Bijlage 1 van het koninklijk besluit van 2 oktober 2017 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen

Aan bijlage 26 wordt een deel V en een deel VI die luiden als volgt, toegevoegd:

"DEEL V: Lijst van de eisen waaraan voertuigen van de categorieën T, C, R, S, geproduceerd in kleine reeksen moeten voldoen met het oog op een nationale typegoedkeuring, conform artikel 12, §2.

N°	Onderwerp	Verwijzing naar regelgeving	Motorvoertuigen	Voertuigcategorie																			
				T1a	T1b	T2a	T2b	T3a	T3b	T4.1a	T4.1b	T4.2a	T4.2b (+)	T4.3a	T4.3b	Ca	Cb	Ra	Rb	Rc	Sa	Sb	
1	Integriteit van voertuigstructuur	UV 2015/208 Bijlage II		D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D
2	Maximum ontwerpsnelheid, snelheidsregulateur en snelheidsbegrenzers	UV 2015/208 Bijlage III		A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	NA	NA	NA	NA	NA
3	Reminrichtingen en remverbinding met de aanhangwagen	UV 2015/68		A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	(3)	A	A	A
4	Stuursystemen voor snelle trekkers	UV 2015/208 Bijlage IV (op basis van ECE 79)		NA	B	NA	B	NA	B	NA	B	NA	B	NA	B	NA	B	NA	B	NA	NA	NA	NA
5	Stuursystemen	UV 2015/208 Bijlage V		c	NA	c	NA	c	NA	c	NA	c	NA	c	NA	c	NA	c	NA	NA	NA	NA	NA
6	Speedometer	UV 2015/208 Bijlage VI		B	B	B	B	B	B	B	B	B	B	B	B	B	B	B	B	NA	NA	NA	NA
7	Gezichtsveid en ruitenwisser	UV 2015/208 Bijlage VII		C	C	C	C	C	C	C	C	C	C	C	C	C	C	C	NA	NA	NA	NA	NA
8	Ruiten	UV 2015/208 Bijlage VIII		X(1) C(2)	X(1) B(2)	X(1) C(2)	X(1) B(2)	X(1) C(2)	X(1) B(2)	X(1) C(2)	X(1) B(2)	X(1) C(2)	X(1) B(2)	X(1) C(2)	X(1) B(2)	X(1) C(2)	X(1) B(2)	X(1) C(2)	NA	NA	NA	NA	NA
9	Achteruitkijkspiegels	UV 2015/208 Bijlage IX		X(1) B(2)	X(1) B(2)	X(1) B(2)	X(1) B(2)	X(1) B(2)	X(1) B(2)	X(1) B(2)	X(1) B(2)	X(1) B(2)	X(1) B(2)	X(1) B(2)	X(1) B(2)	X(1) B(2)	X(1) B(2)	X(1) B(2)	NA	NA	NA	NA	NA
10	Informatiesystemen voor de bestuurder	UV 2015/208 Bijlage X		C	B	C	B	C	B	C	B	C	B	C	B	C	B	C	NA	NA	NA	NA	NA

C: De regelgeving moet als volgt worden toegepast: de fabrikant moet aantonen, en de goedkeuringsinstantie ervan kunnen overtuigen, dat de fundamentele eisen van de regelgeving zijn nageleefd.

D: Een door de fabrikant voorgelegde verklaring van conformiteit volstaat. Er is geen enkel testverslag vereist.

NA: N.v.t.: De regelgeving is niet van toepassing. De naleving van een of meer specifieke aspecten uit de regelgeving kan niettemin worden opgelegd.

(1): Onderdeel

(2): Installatie van het onderdeel of de inrichting

(3): De doeltreffendheid van de remmen door berekening wordt gerechtvaardigd en door de testen uitgevoerd door een aangewezen technische dienst conform met de Verordening (EU) n°2015/68 of de

VN/ ECE-Reglement nr. 13, waarin de verwijzingen worden vermeld in bijlage X van de Verordening (EU) n°2015/68.

Y: de relevante regelgevingen voor motorvoertuigen worden als gelijkwaardig aanvaard, zoals aangegeven in de gedelegeerde handeling

“DEEL VI : Lijst van de eisen waaraan voertuigen van categorie T, C, R, S, dienen te voldoen om een individuele goedkeuring te bekomen”

Nr	Onderwerp	Verwijzing naar regelgeving	Motorvoertuigen	Voertuigcategorie																		
				T1a	T1b	T2a	T2b	T3a	T3b	T4.1a	T4.1b (+)	T4.2a	T4.2b (+)	T4.3a	T4.3b	Ca	Cb (++)	Ra	Rb	So	Sb	
1	Integriteit van voertuigstructuur	UV 2015/208 Bijlage II		D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D	D
2	Maximum ontwerpnelheid, snelheidsregulateur en snelheidsbegrenzers	UV 2015/208 Bijlage III		A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	NA	NA	NA	NA	NA
3	Reminrichtingen en remverbinding met de aanhangwagens	UV 2015/68		A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A
4	Stuursystemen voor snelle trekkers	UV 2015/208 Bijlage IV (opbasis van ECE 79)		NA	B	NA	B	NA	B	NA	B	NA	B	NA	B	NA	B	NA	NA	NA	NA	NA
5	Stuursystemen	UV 2015/208 Bijlage V		C	NA	C	NA	C	NA	C	NA	C	NA	C	NA	C	NA	C	NA	NA	NA	NA

B: De regelgeving moet als volgt worden toegepast:

- a) de technische voorschriften van de regelgeving moeten worden nageleefd;
- b) de door de regelgeving opgelegde testen moeten integraal worden uitgevoerd;
- c) ze mogen door de fabrikant zelf worden uitgevoerd, die dan ook het technische verslag opstelt, onder voorbehoud van het akkoord van de bevoegde goedkeuringsinstantie;
- d) er is geen goedkeuringscertificaat en geen goedkeuringsmerk vereist.

C: De regelgeving moet als volgt worden toegepast: de fabrikant moet aantonen, en de goedkeuringsinstantie ervan kunnen overtuigen, dat de fundamentele eisen van de regelgeving zijn nageleefd.

D: Een door de fabrikant voorgelegde verklaring van conformiteit volstaat. Er is geen enkel testverslag vereist.

NA: N.v.t.: De regelgeving is niet van toepassing. De naleving van een of meer specifieke aspecten uit de regelgeving kan niettemin worden opgelegd.

(1): Onderdeel

(2): Installatie van het onderdeel of de inrichting

(3): De doeltreffendheid van de remmen door berekening wordt gerechtvaardigd en door de testen uitgevoerd door een aangewezen technische dienst conform met de Verordening (EU) n°2015/68 of de VN/ECE-Reglement nr. 13, waarin de verwijzingen worden vermeld in bijlage X van de Verordening (EU) n°2015/68.

Y: de relevante regelgevingen voor motorvoertuigen worden als gelijkwaardig aanvaard, zoals aangegeven in de gedelegeerde handeling

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 2 oktober 2017 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Mobiliteit,
Fr. BELLOT

Bijlage 2 van het koninklijk besluit van 2 oktober 2017 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen

Aan bijlage 34 wordt een punt C toegevoegd dat luidt als volgt :

"C. Beperkingen die van toepassing zijn op de kleine reeksen van de categorieën T, C, R en S

Het aantal eenheden van een voertuigtype dat per jaar in een lidstaat dient te worden ingeschreven, verkocht of in gebruik wordt genomen, wordt overeenkomstig artikel 12, § 2 door de lidstaat zelf bepaald. Het eenheidsaantal mag echter nooit meer bedragen dan het hieronder vermelde aantal met betrekking tot de desbetreffende voertuigcategorie.

Categorieën	Eenheden
T	150
C	50
R	250
S	250

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 2 oktober 2017 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Mobiliteit,
Fr. BELLOT